Document généré le 24 avr. 2024 18:28

Études internationales

Frankel, Jeffrey A. *The Yen/Dollar Agreement : Liberalizaing Japanese Capital Markets.* Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no 9, 1984, 91 p.

Bernard Bernier

Volume 17, numéro 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI : https://id.erudit.org/iderudit/702034ar
DOI : https://doi.org/10.7202/702034ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Bernier, B. (1986). Compte rendu de [Frankel, Jeffrey A. *The Yen/Dollar Agreement : Liberalizaing Japanese Capital Markets.* Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no 9, 1984, 91 p.] *Études internationales*, *17*(2), 481–483. https://doi.org/10.7202/702034ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

litique. C'est le sens de la « 4ème modernisation », pour reprendre les termes de la nomenclature en usage à Pékin; elle s'accompagne de la mise à la retraite des officiers âgés, et de la promotion d'hommes dont la formation est très différente.

La dualité, difficile en Chine, de la province et du centre continue de poser des problèmes au gouvernement, elle en pose aussi au niveau de l'administration militaire. Il semble que la tendance soit de vouloir effacer jusqu'au souvenir des seigneurs de la guerre et l'éparpillement de la Chine, aussi le comité central cherche-t-il à éviter toute concentration excessive de pouvoir entre les mains des commandants de régions. Au passage, M.R. Bullard rappelle l'importance et l'originalité du rôle des commissaires politiques. Ils sont apparus comme le rouage capable d'assurer la loyauté à l'égard du pouvoir central. Avant d'être adoptés par le parti communiste, ils ont été introduits en Chine par Chiang Kai Shek qui a maintenu la fonction à Taïwan. L'auteur pense même que les commissaires politiques demeurent dans l'armée chinoise le niveau de pouvoir le plus puissant.

Les militaires, à diverses époques dans l'histoire de la république populaire, ont cumulé des fonctions importantes et des pouvoirs. La guerre de libération jusqu'en 1949 mêlait pour les dirigeants questions politiques et problèmes militaires. Mao, leader politique, est aussi le théoricien de la guerre populaire, dont M. Bullard rappelle au passage la différence avec la guerrilla. Jusqu'à la révolution culturelle, officiers supérieurs et commandants de région ont concentré beaucoup de fonctions et de pouvoirs. Une tendance inverse s'est dessinée à la fin des années 70. Les responsables militaires de région ont presque tous perdu les autres responsabilités administratives qu'ils détenaient. Les commissaires politiques ont vu aussi se réduire leur influence quoique dans une moindre mesure.

Il se produit actuellement une baisse générale du cumul de charges mais il ne faut pas la considérer comme absolue, car diverses fonctions assumées par les mêmes dirigeants permettent, selon l'auteur, une meilleure corrélation entre les divers paliers de l'autorité. Dans le grand pragmatisme des autorités de Pékin un soin particulier est apporté aux rapports entre la province et le centre. En même temps que diminue l'influence des militaires, le Comité central s'ouvre aux élites provinciales. Le but est clair, ils doivent s'identifier à la Chine comme une nation unifiée et ils assument ainsi un rôle que les militaires avaient rempli.

Est-il possible de parler d'un recul de l'influence de l'armée? L'auteur s'y refuse, il pense plutôt qu'il se produit une plus stricte distinction dans l'influence entre parti, armée et gouvernement. L'armée n'est pas refoulée dans ses casernes et si le parti la contrôle, c'est par le sommet et non aux diverses articulations de son fonctionnement. Une armée moins visiblement proche des lieux du pouvoir mais subtilement liée à la reformulation des tâches administratives en Chine. Sans citer l'ouvrage, M. Bullard ajoute ainsi une très intéressante annexe au *Soldier and the State* de Brzezinski et Huntington.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire
Université de Sherbrooke

FRANKEL, Jeffrey A. *The Yen/Dollar Agreement: Liberalizing Japanese Capital Markets*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. "Policy Analyses in International Economics", no 9, 1984, 91 p.

En 1983, les États-Unis se dirigeaient vers un déficit de la balance commerciale de l'ordre de plus de 60 milliards de $US, dont 31 %, soit 19,3 milliards avec le Japon (en 1984, ces chiffres dépassèrent respectivement 90 milliards et 35 milliards). Selon certains hommes d'affaires américains, ce déséquilibre des échanges commerciaux était dû en bonne partie à la sous-évaluation du yen par rapport au dollar, ce qui rendait les produits américains non compétitifs sur le marché japonais. Ces hommes d'affaires réussirent à convaincre l'administration Reagan de faire pression sur le gouvernement japonais dans le but de « li-

béraliser » le marché financier japonais et, par là, pensait-on, de provoquer une réévaluation du yen par rapport au dollar. Le raisonnement américain était le suivant: l'avantage japonais proviendrait en bonne partie de la sous-évaluation du yen; celle-ci serait due aux barrières à la circulation libre du capital au Japon et à des mesures gouvernementales japonaises visant à empêcher l'utilisation du yen comme monnaie internationale; il fallait donc forcer le gouvernement Nakasone à prendre des mesures pour corriger ces fautes et, alors, se produiraient un réalignement des monnaies et une diminution du déficit de la balance commerciale américaine vis-à-vis du Japon. À la suite des pressions américaines fut signé, le 29 mai 1984, un accord américano-japonais sur la libéralisation du marché financier japonais comprenant quatre catégories de mesures: 1) libéralisation des flux de capitaux; 2) « internationalisation » du yen; 3) libertés accrues des banques américaines au Japon; 4) élimination de plusieurs réglements touchant au marché du capital au Japon et fixation des taux d'intérêt par le marché plutôt que par l'État.

Ce petit livre de Frankel, écrit quelques mois après l'accord, examine la logique et les prémisses du raisonnement américain et les effets probables des mesures de mai 1984. En résumé, l'auteur pense que l'argumentation américaine était fondée sur des prémisses fausses et sur un raisonnement économique erronné et, donc, que les mesures de 1984 ont peu de chance d'entraîner les conséquences voulues. On peut dire tout de suite que les faits des derniers mois n'ont fait qu'appuyer les conclusions de l'auteur puisque le déficit de la balance commerciale américaine, surtout vis-à-vis du Japon, n'a fait qu'augmenter et que le yen n'a pas connu une hausse appréciable de sa valeur face au dollar. La confirmation des prévisions de l'auteur par les faits nous oblige à examiner son raisonnement avec attention.

D'abord, l'examen des données économiques fait dire à Frankel que rien ne permet de soutenir la théorie de la sous-évaluation du yen. Même, depuis 1979, le yen s'est évalué par rapport à toutes les monnaies, même par rapport au dollar US (4 % si l'on compare la moyenne de la valeur du yen entre 1973 et 1979 et sa valeur en octobre 1984). Ensuite, on ne peut soutenir que le gouvernement japonais a pris des mesures pour garder artificiellement le yen à une valeur basse. Au contraire, la plupart des mesures du gouvernement japonais ont eu pour but de soutenir la valeur du yen par rapport au dollar. En fait, selon Frankel, le problème du déficit commercial américain ne se situe pas du côté japonais mais bien du côté de la politique américaine: les taux d'intérêt élevés aux États-Unis, qui attirent les capitaux étrangers et, donc, qui entraînent le dollar à la hausse, seraient dûs au fort déficit gouvernemental en regard d'un taux d'épargne faible. Tant que l'administration Reagan maintiendra la politique actuelle, les capitaux étrangers seront attirés vers les États-Unis et la valeur du dollar se maintiendra à un niveau élevé. De ce point de vue, il serait illusoire de penser que les mesures prises en mai 1984 rectifieront la situation.

L'auteur prévoyait des effets limités et contradictoires des mesures de 1984. D'abord, la libéralisation des flux de capitaux, déjà amorcée depuis 1980, risquait d'entraîner une sortie nette de capital du Japon, ce qui aurait pour effet de déprécier le yen. Deuxièmement, la question de l'internationalisation du yen dépend peu des mesures du gouvernement japonais mais bien de la structure financière actuelle du marché international où le dollar sert de monnaie d'échange primordiale. Troisièmement, l'augmentation des possibilités des banques américaines de faire des affaires au Japon équivaudrait non pas à une entrée de capital mais bien à une vente de services bancaires, ce qui résulterait probablement dans une faible baisse de la valeur du yen face au dollar. Cette mesure bénéficierait aux organismes financiers américains mais pas aux industriels. Quatrièmement, la libéralisation du marché financier japonais est le seul secteur dans lequel les mesures de mai 1984 pourraient entraîner l'effet voulu. Entre autres, un marché financier plus ouvert entraînerait une hausse des intérêts payés aux épargnants (très bas au Japon) et, par conséquent, une légère hausse de tous les taux d'intérêt, ce qui pourrait attirer le capital étranger au Japon.

En fait, l'auteur prévoyait que l'ensemble des mesures, parce que fondées sur des prémisses fausses – il y a en annexe des extraits d'une conférence du Secrétaire d'État au Commerce de l'époque, Donald Regan, où celui-ci confond importations et exportations –, n'entraînerait pas d'effets majeurs sur le taux de change du yen par rapport au dollar. Comme on l'a vu, les faits lui ont donné raison, ce qui ajoute du poids à son argumentation. Je recommande donc fortement la lecture de ce petit livre, clair, bien écrit et concis, à tous ceux, économistes et autres, qui s'intéressent aux questions d'échanges et de relations internationaux.

Bernard BERNIER

Département d'anthropologie
Université de Montréal

UNION SOVIÉTIQUE ET EUROPE DE L'EST

DEBARDELEBEN, Joan. *The Environment and Marxism-Leninism: The Soviet and East German Experience*. Boulder and London, Westview Press, Coll. "Westview Special Studies on the Soviet Union and Eastern Europe", 1985, 350 p.

Ouvrage spécialisé, issu d'une thèse de doctorat et de trois articles précédemment parus dans des revues scientifiques, ce livre traite de la question de l'environnement en URSS et en Allemagne de l'Est sous un angle très précis: celui de la capacité des milieux intellectuels et scientifiques de ces pays d'inscrire leurs préoccupations et de les traduire dans les catégories du marxisme-léninisme. L'auteure se garde bien de statuer sur l'interprétation correcte des rares textes des pères fondateurs qui puissent (indirectement) guider l'investigation dans le domaine. Elle se propose plutôt d'identifier comment experts et scientifiques soviétiques ou est-allemands parviennent ou non à légitimer leurs préoccupations relatives à l'écologie en dérivant de nouveaux concepts de la « ligne » indiquée par les classiques ou reconnue par les autorités du régime. Les passionnés d'exégèse marxiste s'y délecteront cependant que les écologistes y chercheront en vain des données de fait sur la gravité de la situation dans les pays de l'Est. Là n'est pas le propos de l'auteure dont l'étude est d'autant plus minutieuse et fouillée qu'elle reste strictement limitée à son sujet: la pression exercée par l'exigence de fidélité à la doctrine officielle du régime dès lors qu'il s'agit d'introduire de nouveaux termes dans le débat politique.

L'ouvrage, basé sur l'analyse d'un corpus impressionnant d'articles tirés de journaux et revues aussi bien à diffusion large que réservés à l'élite universitaire, est construit en deux parties. La première, composée de quatre chapitres et consacrée à l'idéologie, la théorie et l'environnement, intéressera davantage les spécialistes en idées politiques tandis que la seconde, aussi formée de quatre chapitres et consacrée à l'économie de l'environnement, retiendra davantage l'attention des habitués des débats sur la théorie de la valeur et la théorie des prix (chapitres 7 et 8), dans le cadre d'une économie socialisée. Sur ce point, les exercices de haute voltige des économistes pour fixer le prix d'utilisation de ressources naturelles, en principe sans valeur puisque improductives, rappellent un autre débat tourmenté entre économistes marxistes à propos de la « valeur » du travail domestique. En effet, la valeur d'usage, que ce soit celle des ressources naturelles ou celle du travail dit improductif exercé par les mères-épouses au service de l'unité familiale, est fortement dépréciée, si même elle est considérée, dans les manuels d'économie marxiste. Elle fait plus souvent l'objet de déclarations de principe qu'elle ne fonde des évaluations proprement financières. Dans le cas qui nous occupe, diverses méthodes sont avancées pour résoudre le problème: calcul des coûts sociaux de reproduction des ressources utilisées; calcul d'une rente différentielle selon la qualité des sols; taxe selon la valeur d'usage des ressources en cause. Mais dans tous les cas, le problème reste de taille puisqu'il questionne un postulat de base du marxisme, soit la foi en une croissance économique continue (cf. chap. 6). La confiance au progrès technologique constant recouvre un second postulat, ce-